



## Note régionale sur le financement climatique : Petit États insulaires en développement

Charlene Watson, Sejal Patel, ODI,  
Alexis Durand et Liane Schalatek, HBS

Fondamentaux  
du financement  
climatique **12**

NOVEMBRE 2016

Les petits États insulaires en développement (PEID) sont peu responsables du changement climatique, mais leurs profils géographiques, socio-économiques et climatiques les rendent particulièrement vulnérables à ses impacts. Répartis sur trois régions, les 39 pays de PEID ont reçu 1085 millions US\$ des fonds climatiques dédiées entre 2003 et 2016. Le financement de 187 projets dans 38 PEID (tous les PEID ont reçu le financement à l'exception de Singapour), cette somme représente moins de 7% du financement climat mondial pour toutes les régions de ces fonds. Les PEID reçoivent peu de fonds, et les financements agréés, remplissent seulement une petite partie des besoins réels. Avec la majorité de financement axée sur l'adaptation, le Programme pilote pour la résilience climatique (PPCR) et le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA) sont les plus gros contributeurs. En 2016, 146 million US\$ ont été approuvés pour des projets dans les PEID. Un total de 80% est programmé par le Fonds vert pour le climat (GCF) et plus de la moitié de ce chiffre (80 millions US\$) est dirigé vers un projet régional d'aide à l'énergie durable dans les Caraïbes orientales. L'intensification à la fois de l'adaptation climatique et du financement de mesures d'atténuation pour les PEID est indispensable - à la fois pour remédier à la vulnérabilité des habitants des PEID en rendant les secteurs de l'agriculture, de la biodiversité et les infrastructures plus résilients aux impacts du changement climatique, et pour éloigner l'éventail énergétique des PEID des combustibles fossiles.

### Les enjeux

Les 39 pays classés comme PEID de l'ONU (qui, ensemble, constituent environ 1% de la population mondiale) forment un groupe distinct de pays en développement. Les PEID ont tendance à partager un certain nombre de défis, y compris une capacité limitée à mobiliser des ressources intérieures, des coûts de transport et d'énergie élevés et une grande vulnérabilité à la variabilité climatique, aux tempêtes, et à l'élévation du niveau de la mer. Les mesures d'adaptation sont essentielles dans la plupart des PEID en particulier dans les domaines de l'agriculture et la pêche, l'environnement côtier, la biodiversité, les ressources en eau, les établissements humains, les infrastructures et la santé (CCNUCC, 2005).

Repartis sur trois régions - le Pacifique, les Caraïbes et l'Afrique, l'Océan Indien et la mer de Chine du Sud (AIMS) - les PEID présentent une grande variété de contextes. Les différences géographiques et les contextes socio-économiques différents influencent les profils de vulnérabilité aux changements climatiques des PEID. Ainsi, seulement 1,8% des terres émergées de la Papouasie-Nouvelle-Guinée est en dessous de cinq mètres au-dessus du niveau de la mer, tandis que 100%

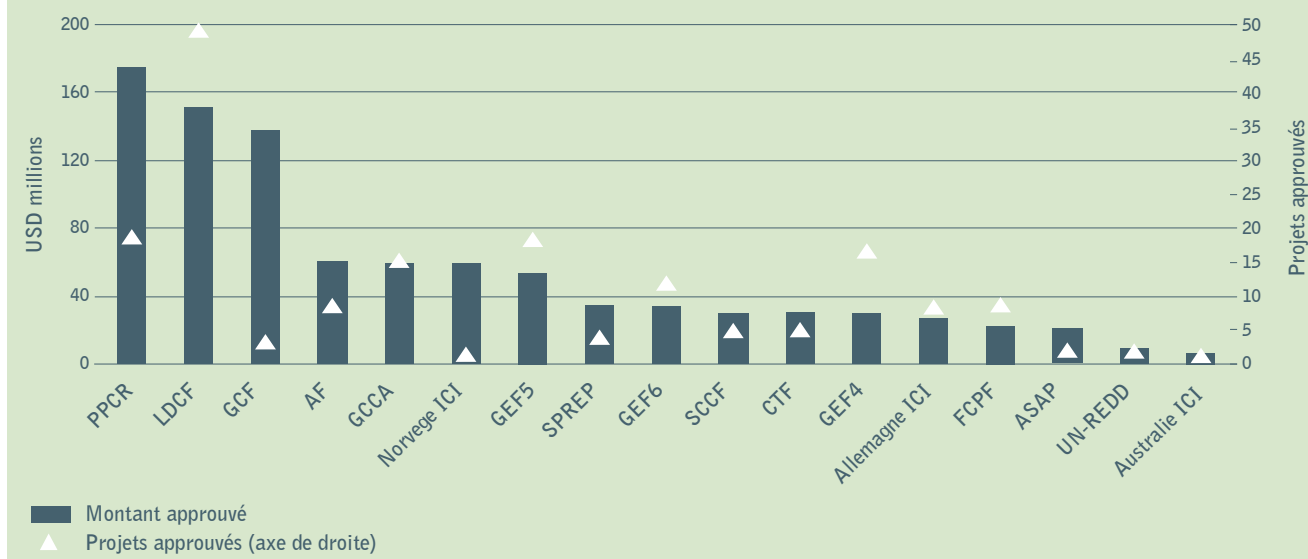
des Maldives et Tuvalu se trouve en dessous des cinq mètres, ce qui rend ces pays extrêmement vulnérables aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer (UN-OHRLLS 2013).

La plupart des PEID sont des pays à revenu intermédiaire, mais leurs économies sont souvent de petite taille et le revenu national brut est très variable. Neuf des PEID sont classés comme pays les moins avancés (PMA). Les profils d'émissions varient aussi entre les PEID, bien que la plupart produisent des émissions relativement faibles. En 2012, les PEID combinées représentaient à peine 1% des émissions mondiales de dioxyde de carbone (US Energy Information Administration, 2012). Cependant, de nombreux PEID sont fortement tributaires des importations de combustibles fossiles pour l'énergie, et une transition vers des sources d'énergie durables doit continuer à être une priorité.

### Origine des financements

Quinze fonds climatiques engagés sont actifs dans les PEID (Figure 1; tableau 1). Un total de 1084,6 millions US\$ a été approuvé pour 187 projets entre 2003 et 2016. Le plus gros contributeur de financement est le Programme pilote pour la

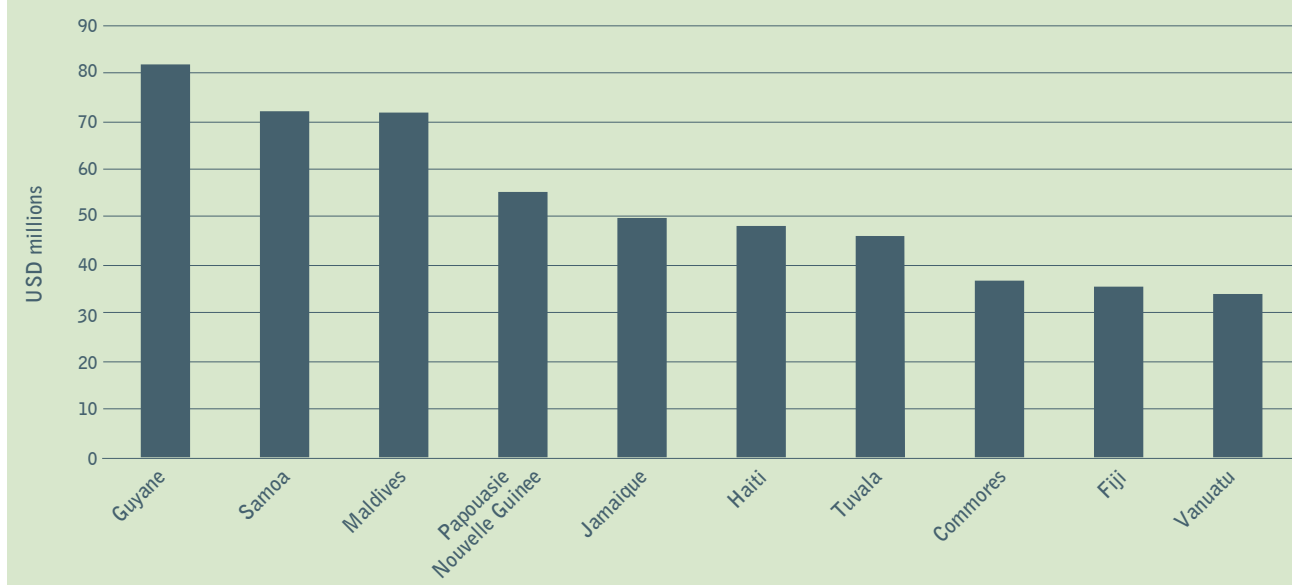
**Figure 1: Fonds aidant les PEID (2003-16)**



**Tableau 1: Fonds aidant les PEID (2003-16)<sup>1</sup>**

Fonds et Initiatives	Montants approuvés (Millions US\$)	Projets approuvés
Programme Pilote pour la Résilience Climatique	217.18	17
Fonds Pays les Moins Avancés (FPMA)	187.22	49
Fonds vert pour le climat (GCF)	170.68	4
Fonds d'adaptation (FA)	72.78	10
Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC)	71.59	16
Initiative internationale forestière climatique Norvège (ICFI)	65.95	1
Fonds d'affectation spéciale du FEM (FEM 5)	41.1	19
Valorisation a grande échelle des énergies renouvelables (SREP)	39.4	5
Fonds d'affectation spéciale du FEM(FEM 6)	36.97	13
Fonds spécial du changement climatique (SCCF)	36.1	6
Fonds de technologie propre (CTF)	36	6
Fonds d'affectation spéciale du FEM (FEM 4)	32.21	17
Initiative internationale pour le climat (ICI) (Allemagne)	27.73	9
Fonds de partenariat du carbone forestier (FCPF)	27.7	9
Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)	11.5	3
Programme REDD+ des Nations Unies (UNREDD)	6.93	2
Initiative internationale sur le carbone forestier (Australie) (IFCI)	3.04	1

**Figure 2: Les dix pays bénéficiaires par montants approuvés (2003-16)**



résilience climatique (PPCR), qui a approuvé 217 millions de US\$ pour les PEID. Le deuxième étant le Fonds pour les pays les moins avancés (PMA), qui a approuvé de 87 millions de US\$. Le Fonds vert pour le climat (GCF) se rapproche rapidement des montants d'approbation de ces fonds avec 171 millions US\$ approuvés dans les PEID en 2015 et 2016 et une autre réunion du Comité avant la fin de 2016. Les quatre projets du Fonds vert représentent déjà 16% des financements des PEID. Le Fonds vert a le potentiel de devenir une source de financement encore plus importante pour les PEID dans l'avenir, avec 50% de ses 10,3 milliards US\$ garanties devant aller à l'adaptation et dont la moitié pour soutenir les pays les moins avancés (PMA), les PEID et les États africains. Des sources multilatérales fournissent le plus de financement pour les PEID (990 millions US\$ soit 91%). Les fonds bilatéraux sont également actifs dans les SID, contribuant à 9% du financement, une grande partie de cela provient de

l'Initiative Internationale pour le Climat et les Forêts de la Norvège pour la REDD + en Guyane.

Les subventions constituent la majorité du financement climatique dans les PEID et resteront importantes, en particulier pour les mesures d'adaptation. À ce jour, plus des trois quarts du financement climatique des PEID est basé sur subvention, avec des prêts concessionnels représentant une proportion beaucoup plus faible de la totalité.

### Destinataires des fonds

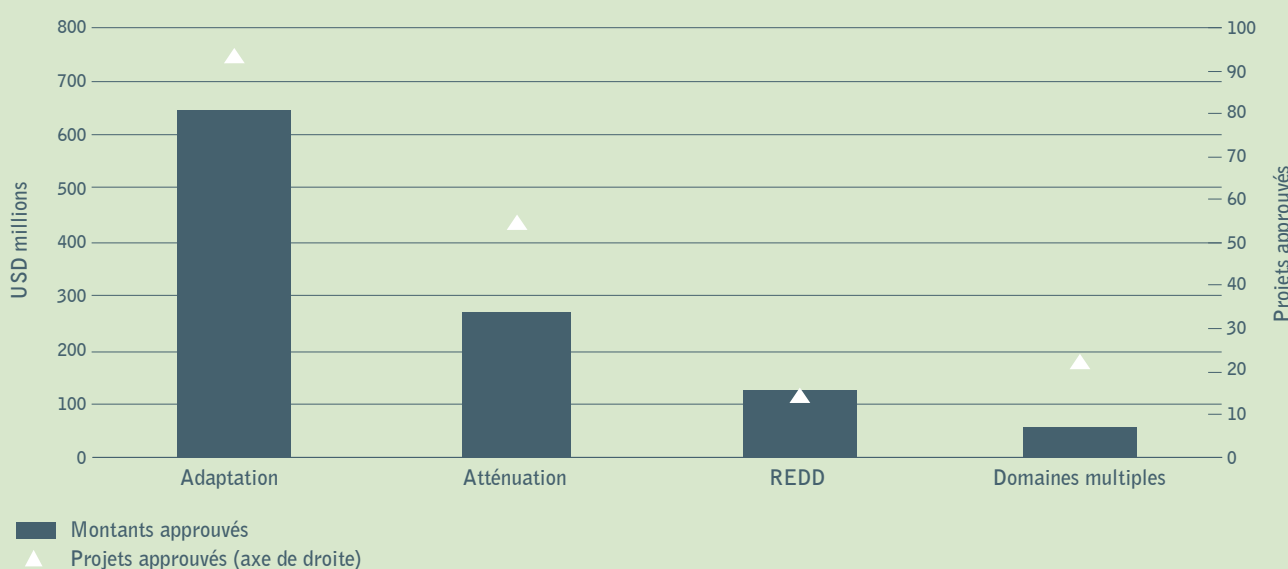
La région des Caraïbes comprend environ 65% de la population des PEID et contient le plus grand nombre de pays des trois régions des PEID. Conformément à sa taille, les PEID des Caraïbes ont la plus grande quantité de financements climatiques approuvés en provenance des fonds climatiques dédiés (469 millions US\$, soit 43%). Quelques 43% des financements des Caraïbes vont à des projets d'adaptation, avec la prévention des catastrophes et l'état de préparation aux risques, ce dernier étant le domaine principal de focalisation au sein de cette catégorie. Le PPCR est le plus grand bailleur de fonds dans les PEID des Caraïbes (financement de 12 projets qui totalisent 136 millions US\$), et a approuvé des projets financés par le PPCR à Sainte-Lucie, la Dominique, la Jamaïque et la Grenade chacun dépassant 21 millions US\$. Les PEID du Pacifique ont des projets approuvés totalisant 415 millions US\$, tandis que les PEID de la région de la mer de Chine du Sud (AIMS) 201 millions US\$. La AIMS et les PEID du Pacifique reçoivent plus de financement pour l'adaptation que pour l'atténuation ou la REDD+ (comptes de financement pour l'adaptation totalisant 63% pour l'AIMS et 76% pour les pays du Pacifique). Les pays de l'AIMS n'ont reçu aucun financements REDD+ depuis 2003. Le fonds pour les PMA est le plus grand bailleur de fonds pour les AIMS et les PEID du Pacifique, car la majorité des PMA des PEID résident au sein de ces deux régions.

Le Guyane a reçu plus de financement que quiconque au sein des PEID, avec 82 millions US\$ autorisés au titre des projets. Une grande partie de ce financement (66 millions US\$) est une contribution au Fonds d'investissement REDD + Guyane par l'initiative internationale forestière climatique de la Norvège. En fait, cette seule contribution représente près de 14% du financement total pour les PEID des Caraïbes.

### Encadre 1: Financements climatiques dans les pays les moins avancés (PMA) des PEID

Neuf des 39 pays les moins avancés des PEID sont: Comores, Guinée-Bissau, Haïti, Kiribati, São Tomé et Príncipe, Salomon, Timor-Leste, Tuvalu et Vanuatu. Pour l'ensemble, ce sont 283 millions US\$ de financement climatique en provenance des fonds multilatéraux sur le climat a été approuvé pour des projets d'activités au sein de ces nations, représentant 26% du financement de la totalité des PEID. La moitié de ce financement proviennent du fonds pour les PMA, avec 15% complémentaires provenant de l'AMCC et PPCR. L'accord de financement, totalisant plus de 260 millions US\$, est particulièrement important pour les PMA car un accroissement de dette est un risque d'exposition aux chocs macroéconomiques supplémentaire pour ces pays. Plus des trois quarts des financements climatiques dans les PMA des PEID sont dédiés à des projets d'adaptation. Sept de ces pays PMA des PEID sont également admissibles à la qualification de pays fragiles ou touchés par un conflit, aggravant ainsi leur vulnérabilité aux effets sociaux, économiques et environnementaux du changement climatique.

Figure 3: Fonds approuvés suivant les thématiques (2003-16)



**Tableau 2: Fonds approuvés suivant les thématiques (2003-15)**

Thématique	Montants approuvés (millions US\$)	Projets approuvés
Adaptation	645.56	95
Atténuation	265.8	56
REDD	117.83	14
Domaines multiples	55.45	22

### Type de projets financés

On constate que 60% des financements climatiques dans les PEID contribuent aux efforts d'adaptation, soit un total de 646 millions d'US\$ (tableau 2; figure 3). La contribution aux projets REDD représente 11% des financements, l'atténuation 24,5% et 5% à des projets sur des domaines multiples. L'accent mis sur le financement de l'adaptation est compatible avec les besoins d'adaptation élevés des PEID.

En 2016, seuls 9 projets ont été approuvés dans les PEID, comparativement à 29 en 2015. Parmi ceux-ci, 4 sont centrés sur l'adaptation (avec un total de 48 millions de US\$), et 5 sont des projets d'atténuation (avec un total de 96 millions d'US\$). Les approbations de 2016, cependant, comprennent deux grands projets approuvés par le Fonds vert. Un projet pour une installation d'énergie durable pour les Caraïbes orientales (80 millions US\$) qui couvre 5 pays dans les Caraïbes orientales. Son objectif est de surmonter les obstacles financiers, techniques et institutionnels au développement de l'énergie géothermique. Un projet côtier d'adaptation à Tuvalu (USD36 millions) vise à réduire l'impact de l'activité accrue des vagues résultant de l'élévation du niveau de la mer et l'intensification des tempêtes.

In addition to the series of 12 Climate Finance Fundamentals, these recent ODI and HBS publications may be of interest:

- **Adaptation finance and the infrastructure agenda.** Smita Nakhoda and Charlene Watson review international efforts to support adaptation and their linkages with efforts to mobilise new finance for infrastructure. Available at: <http://bit.ly/2dMu8P3>
- **The AIIB and investment in action on climate change.** Darius Nassiry and Smita Nakhoda explore how the AIIB can expand markets for solar, wind and grid technologies, and extend China's leadership in the region in a manner consistent with the commitments to take ambitious action on climate change made by its member countries and prospective member countries as signatories to the Paris Agreement. Available at: <http://bit.ly/2fk5EEx>
- **Financing sustainable development: The critical role of risk and resilience.** Charlene Watson and Jan Kellett make the case that better risk management and the building of resilience are imperative for sustainable development. Available at: <http://bit.ly/2eflUtx>
- **Mutually Reinforcing: Climate Justice, Equitable Climate Finance and the Right to Development.** Liane Schalatek explores the ramifications of the right to development as an inalienable human right for the global challenge of climate change more broadly and more specifically for the concept of climate justice and its application to climate finance provision. Available at: <http://bit.ly/2eWfuRw>
- **In Search of Policy Coherence: Aligning OECD Infrastructure Advice with Sustainable Development.** Motoko Aizawa and Waleria Schuele discuss the privileged relationship of the OECD with the G20 in acting as a powerful voice on policy related to infrastructure investment and development globally and call for the OECD to use its political clout to demonstrate full policy coherence for investment in sustainable development. Available at: <http://bit.ly/1YeHkeE>

Contact us for more information at [info@climatefundsupdate.org](mailto:info@climatefundsupdate.org)

### References liens utiles

Site Web de Climate Funds Update : [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org) (données consultées en novembre 2016)

U.S. Energy Information Administration (2012). International Energy Statistics. Disponible en ligne: <http://www.eia.gov/cfapps/ipdbproject/iedindex3.cfm?tid=90&pid=44&aid=8>

UN-OHRLLS (2013). Small Island Developing States Factsheet. Disponible en ligne: <http://unohrls.org/custom-content/uploads/2013/09/Small-Island-Developing-States-Factsheet-2013-.pdf>

UN DESA (2012). World Economic Situation and Prospects. Disponible en ligne: [http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp\\_current/2012country\\_class.pdf](http://www.un.org/en/development/desa/policy/wesp/wesp_current/2012country_class.pdf)

UNFCCC (2005). Climate Change: Small Island Developing States. UNFCCC Climate Change Secretariat, Bonn, Germany

Banque Mondiale (2011). CO2 Emissions (metric tons per capita). Disponible en ligne: [http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?order=wbapi\\_data\\_value\\_2011+wbapi\\_data\\_value+wbapi\\_data\\_value-last&sort=asc](http://data.worldbank.org/indicator/EN.ATM.CO2E.PC?order=wbapi_data_value_2011+wbapi_data_value+wbapi_data_value-last&sort=asc)

### Notes

1. Données de fonds bilatéraux correct à partir de 2014

Les Notes Fondamentales du financement climatique s'inspirent des données de Climate Funds Update et sont disponibles en anglais, en espagnol et en français sur [www.climatefundsupdate.org](http://www.climatefundsupdate.org)

**Overseas Development Institute**  
203 Blackfriars Road | London | SE1 8NJ | UK  
Tel: +44 (0)20 7922 0300

**Heinrich Böll Stiftung North America**  
1432 K Street | NW | Suite 500 Washington | DC 20005 | USA  
Tel: +1 202 462 7512